M. MacEachen:

L'OLP serait en droit d'envoyer des observateurs à la Conférence de Vancouver et il se peut qu'une controverse semblable survienne dans une telle éventualité. Je n'ai aucune certitude à ce sujet. Je m'emploierai entre temps à favoriser une évolution du climat politique international de sorte qu'il n'y ait pas de telle controverse et que les conférences de ce genre redeviennent des réunions à caractère technique qui soient bénéfiques pour l'humanité et non pas l'occasion de discussions politiques. Celles-ci ont indéniablement leur importance, mais dans un autre contexte.

Journaliste:

Si l'OLP ne voulait pas venir à Toronto, seriez-vous du même avis?

M. MacEachen:

Non. Je ne crois pas que l'OLP soit le seul facteur à considérer dans la situation actuelle. Nous nous sommes placés dans une plus large perspective internationale et je crois qu'il est grand temps qu'un pays comme le Canada, qui j'espère sera imité par d'autres, fasse connaître de façon absolument claire sa position à l'égard des conférences à caractère technique.

Extraits de la conférence
de presse du 21 juillet 1975.

M. Gérard Laprise (député, Abitibi):

Monsieur l'Orateur, dans sa déclaration, l'honorable secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures (M. MacEachen) a indiqué son intention de faire un voyage au Moyen-Orient, en vue d'inviter les pays de cette région du monde, même Israël, à discuter de ce problème. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a l'intention au cours de ce voyage d'aborder la question des réfugiés palestiniens, et de tenter de trouver une solution à ce problème?

M. MacEachen:

Monsieur l'Orateur, comme je l'ai mentionné dans ma déclaration, le Canada a fourni beaucoup d'aide aux réfugiés palestiniens au cours des années. Nous avons appuyé la résolution 242 qui mentionne directement les Palestiniens et, récemment, dans le discours que j'ai prononcé aux Nations Unies, j'ai exposé en détail la